

Communiqué de Presse
Jeudi 20 février 2025

Attaque contre l'OFB : la droite en pleine dérive "trumpiste"

Alors que le Salon International de l'Agriculture débute ce week-end, la majorité régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes choisit une nouvelle fois de s'attaquer à celles et ceux qui appliquent la loi. Dans un courrier adressé aux agricultrices et aux agriculteurs, la Région remet en cause l'autorité de l'Office français de la biodiversité (OFB) et appelle ouvertement à sa suppression. Face à ce clientélisme honteux, les écologistes dénoncent une instrumentalisation et une remise en cause des principes de l'État de droit.

L'ex-président du conseil régional, Laurent Wauquiez, député de la Haute-Loire, utilise les moyens de la collectivité pour relayer sa propagande anti-environnementale et critiquer le fait que l'OFB soit financé par de l'argent public... tout comme l'impression et l'envoi de ces milliers de courriers financés par le budget régional !

La majorité régionale s'enfoncé chaque jour un peu plus dans une dérive "trumpiste" : après avoir attaqué le droit environnemental, elle s'attaque désormais aux institutions qui le font appliquer. Supprimer des agences publiques, jeter le discrédit sur des agents de l'État et notamment ceux qui font appliquer la loi, flatter les thèses les plus radicales, inciter au contournement du droit et à de potentiels actes délictueux : c'est une stratégie de destruction des outils publics au profit d'un discours populiste et électoraliste, en plus d'être profondément dangereux.

"L'égalité devant la loi n'est pas "ni intangible, ni sacré" : l'autorité de l'OFB qui la fait appliquer doit être respectée. Si Monsieur Wauquiez est insatisfait du droit environnemental protégé par la constitution, il peut y proposer des modifications à l'Assemblée Nationale, où il est peu présent. Il encourage donc ici à la délinquance, à l'irrespect de l'autorité de l'État : nous assistons à la dangereuse radicalisation de la droite républicaine par leur démagogie primaire. C'est regrettable : les agriculteurs méritent l'honnêteté et l'action concrète, plutôt que ces jeux dangereux avec l'État de droit." réagit Marie Pochon, députée de la Drôme.

Non contente de saper les institutions, la Région s' imagine aussi disposer des prérogatives de l'État en invitant les agriculteurs à lui faire remonter "les situations ubuesques" qu'ils rencontreraient avec "d'autres organismes et de trop nombreuses normes"... sans préciser de quels organismes ni de quelles normes il s'agit. Cet appel à la dénonciation est une dérive dangereuse et totalement irresponsable pour une collectivité.

"Plutôt que de proposer de réelles solutions aux difficultés du monde agricole, la Région alimente un discours anti-institutions et se lance dans une dérive populiste inquiétante. Plus aucun doute : les digues entre la droite et l'extrême-droite ont cédé." s'insurge Maxime Meyer, conseiller régional de l'Ain, co-président du groupe des écologistes à la Région.

Nous réaffirmons notre soutien aux agricultrices et aux agriculteurs qui respectent la loi et s'engagent pour une agriculture respectueuse de notre environnement.

Pour Thomas Dossus, sénateur du Rhône : « L'OFB joue un rôle précieux et indispensable pour l'avenir de nos territoires et de notre agriculture. Ses agents doivent être protégés plutôt que jetés à la vindicte dans ce contexte de tensions. La Région se place ici du côté de la violence alors qu'elle devrait appeler à l'apaisement et au respect des agents publics qui nous protègent. »

Contrairement à la droite, nous croyons que l'avenir de notre agriculture passe par l'accompagnement et l'innovation, et non par la destruction des garde-fous environnementaux.